

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/56
13 janvier 2000

(00-0132)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'ÉGYPTES CONCERNANT L'ANNEXE III, PARAGRAPHE 1, DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

La Mission permanente de l'Égypte a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 janvier 2000.

Conformément au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane), le gouvernement égyptien sollicite une prolongation de trois ans du délai prévu pour l'application intégrale de cet accord.

L'objet de la présente demande est de consolider le processus de mise en œuvre de notre système douanier et de former le personnel responsable de la bonne exécution et de l'administration des dispositions et des obligations prévues par l'Accord.

Le délai pour l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane expire dans le cas de l'Égypte le 30 juin 2000, mais nous considérons qu'il est insuffisant pour achever la mise en œuvre du programme égyptien de formation et procéder à d'autres préparatifs matériels nécessaires au bon fonctionnement de l'Accord.

Notre demande vise à mener à bien les principales activités suivantes:

- achever la formation technique du personnel responsable de l'application des dispositions de l'Accord et des obligations qui en découlent;
- terminer les préparatifs matériels nécessaires à un suivi efficace des prix et de l'évolution de la situation économique dans le monde (moyens de communication et techniques d'information modernes ainsi qu'informatisation du système);
- sensibiliser les milieux d'affaires (publics et privés), aux dispositions et aux grands principes de l'Accord et leur permettre d'améliorer leurs connaissances à ce sujet, dans l'optique d'une coopération efficace entre les autorités douanières et les importateurs;
- établir un système d'examen des documents après le dédouanement des marchandises importées qui serait appliqué conjointement par les autorités douanières et les autres autorités fiscales. Ce système contribuerait fortement à ce que l'administration douanière accepte les documents attestant la valeur contractuelle; et

./.

- mettre au point la législation douanière nationale régissant les procédures d'évaluation conformément à l'Accord.

Pour les raisons exposées ci-dessus, l'Égypte demande formellement une prolongation de trois ans du délai prévu afin de pouvoir achever ses programmes dans les domaines administratif et législatif et assurer la formation technique du personnel en vue de permettre la bonne exécution de l'Accord.
